

UNITÉ CGT

MÉDIA MILITANT INDÉ

de classe



Renforcer notre syndicalisme

de masse



démocratique



internationaliste



UN NOUVEAU MÉDIA DU MOUVEMENT OUVRIER EST LANCÉ !

SEPTEMBRE 2019

SOMMAIRE

PAGE 2 :

ACTUALITÉ SOCIALE
LA RÉFORME DES RETRAITES

PAGE 3 :

INTERNATIONAL
LA SITUATION AU VENEZUELA

PAGE 4 :

MÉMOIRES OUVRIÈRES
LA GRÈVE CONTRE LA GUERRE
COLONIALE AU MAROC (1925)

Collectif de journalistes-militants syndiqués à la CGT, nous avons décidé de lancer un nouveau média militant indépendant dédié aux luttes syndicales d'hier et d'aujourd'hui.

Ce journal n'est pas celui de la Confédération Générale du Travail, ni d'une organisation professionnelle ou territoriale de la CGT, encore moins celui d'une tendance ou d'une fraction.

Unité CGT est un média militant indépendant tenu par des syndicalistes CGT attachés à la promotion et au renforcement du syndicalisme de classe, de masse, démocratique et internationaliste, incarné par la CGT depuis 1895.

Vous trouverez sur le site www.unitecgt.fr l'actualité des luttes syndicales en cours, des interviews, des analyses et des focus sur la mémoire des luttes ouvrières conduites par la CGT jusqu'à aujourd'hui.

Le site Unité CGT a aussi vocation à publier les positions, les contenus, les revendications des organisations de la CGT et à populariser le combat syndical partout sur le territoire.

A l'heure où la presse patronale martèle la pédagogie de la résignation et de la capitulation face au gouvernement Macron, qui suit l'agenda du MEDEF, il est temps de renforcer la presse ouvrière par la multiplication de médias militants comme autant de relais à la voix du syndicalisme de classe et de combat.

**POUR NOUS PERMETTRE
DE POPULARISER LES
POSITIONS, ACTIVITES
ET COMBATS DE VOTRE
ORGA CGT, FAITES
NOUS PARVENIR VOS
INFOS SUR :
UNITÉCGT@GMAIL.COM**

**VENEZ VOUS INFORMER SUR L'HISTOIRE ET L'ACTU DES
LUTTES SUR : WWW.UNITÉCGT.FR**



CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES : TOUS SUR LE PONT POUR FAIRE PLIER MACRON !

L'indigne rapport du sénateur Delevoye (Les Républicains), qui servira de base à la réforme « des retraites du président Macron », est un nouvel élément qui nous permet de comprendre la rupture Thatcherienne qu'incarne le macronisme en France.

La création de la Sécurité Sociale en 1945 a été arrachée par les organisations ouvrières (CGT et PCF) issu de la Résistance. Depuis cette date, le patronat et tous les gouvernements tentent d'affaiblir et de remettre en question notre régime par répartition pour mettre la main sur la manne du salaire socialisé que constituent les cotisations, cette part du profit prélevée pour alimenter nos caisses de solidarité, et qu'il leur est insupportable de laisser filer.

A chaque fois, c'est la résistance ouvrière derrière la mobilisation syndicale, animée par la CGT qui a permis de repousser, différer ou minimiser ces assauts. A mesure de l'affaiblissement du mouvement ouvrier à la fin des années 1980, les attaques se sont faites plus frontales (réforme Balladur de 1993, plan Jupé 1995, réforme Fillon 2003, réforme Sarkozy 2010...) La contre-réforme des retraites, la contre-révolution voulue par Macron, ne consiste plus seulement à affaiblir nos régimes de retraites solidaires par répartition. Il s'agit cette fois de les détruire par l'instauration du régime universel par points, à cotisations définies.

Tous les salariés sont concernés !

La réforme vise à la suppression de l'actuel régime général et de l'ensemble des régimes spéciaux qui existaient auparavant (SNCF, RATP, EDF, Régime Minier...) mais aussi des systèmes de retraites complémentaires liés à certaines professions ou certaines corporations.

Tous les salariés seront perdants !

Le calcul des pensions par points sera sur l'ensemble d'une carrière et non plus sur les 25 meilleures années (ou les 6 derniers mois pour certains régimes) diminue mathématiquement le niveau des pensions. La situation sera pire encore, pour les précaires aux carrières hachées, les salariés ayant fait ou ayant repris des études, et les femmes déjà majoritairement plus précaires dont la carrière est interrompue par la maternité.

Pas plus qu'en 1945, il n'est question pour le mouvement ouvrier d'essayer de convaincre Macron et ses maîtres patronaux. Par la lutte et l'organisation dans leur syndicat de classe, la CGT, les salariés doivent faire bloc en rang serré, épaule contre épaule pour repousser le blitzkrieg patronal et imposer, leurs légitimes revendications :

- Retraites à 60 ans pour tous, 55 ans pour les métiers pénibles
- Retour aux 37,5 annuités de cotisations
- Suppression de toute décote
- Calcul de la pension à 75 % minimum des 10 meilleures années de salaire, prise en compte des années d'études, d'inactivité forcée et de la maternité dans le calcul des pensions
- Maintien des régimes spéciaux comme aiguillon du progrès du régime général
- Augmentation générale des salaires et des pensions
- Augmentation des cotisations patronales et arrêt de toute exonération
- Arrêt de la gestion paritaire
- Retour des élections pour un contrôle exclusif de la Sécurité Sociale par les délégués ouvriers

La bataille pour la sauvegarde et la consolidation de nos régimes de retraites et de notre Sécurité Sociale est lancée, il est temps de tous s'unir par-delà nos corporations pour mener cette guerre sociale jusqu'à son terme victorieux pour les salariés, tous ensemble et en même temps : cela commence le 24 Septembre prochain en grève et dans la rue dans tout le pays, à l'appel de la CGT !

De plus, le recul acté de l'âge légal à 62 ans et d'un âge pivot de retraite à taux plein à 64 ans va contraindre l'ensemble des salariés du pays à travailler plus longtemps pour des pensions en baisse. Cela ne pourra que créer des générations de vieillards travailleurs et/ou de retraités pauvres.

La douloureuse va s'aggraver chaque année !

Aucun patron, aucun idéologue libéral, aucun ministre de la Macronie ne le cache sérieusement : les objectifs de la retraite par points et de l'âge pivot sont bien d'augmenter graduellement la valeur du point afin de faire baisser progressivement les pensions et d'augmenter progressivement l'âge pivot, génération après génération. Pourquoi ? Pour obliger les travailleurs à travailler de plus en plus longtemps ou à ne pouvoir bénéficier que d'une pension amputée, voire du minimum vieillesse à l'âge de la retraite.

Cette réforme a lieu sur fond de hold-up des cotisations patronales, actuellement dédiées à la solidarité, pour les réinjecter dans les profits des actionnaires. En réalité, le patronat a l'ensemble du régime de sécurité sociale de travailleurs de France en ligne de mire. Car après la branche vieillesse, viendra nécessairement le tour de la branche maladie et de la branche famille pour en finir de liquider la Sécurité Sociale issue des conquêtes ouvrières de la Résistance.

Il ne faut pas se laisser impressionner par la « pédagogie » mise en scène par le journalisme patronal : la sécurité sociale a été instaurée en 1945 dans un pays ruiné par la guerre où on achetait son pain avec des tickets de rationnement. Il est évident que le patronat, qui bat des records de dividendes versés chaque année aux actionnaires dans la 5ème puissance économique du monde, a les moyens de financer les retraites des travailleurs qui créent toutes les richesses dont ils se gavent.

TOUS DANS LA RUE LE 24 SEPTEMBRE !

RÉFORME DES RETRAITES
LES PRINCIPALES PROPOSITIONS DE DELEVOYE

RÉGIME

LES TRIMESTRES ET ANNUITÉS sont convertis en points. Chaque mois des points sont acquis en fonction du salaire.

10 EUROS = 1 POINT

42 RÉGIMES DE RETRAITES ACTUELS

↓

Création d'**1** RÉGIME « UNIVERSEL » à POINTS (oui oui comme la permis)

Évaluation de la valeur des points en fonction de la **SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE** du pays au moment du départ en retraite

ÂGE DE DÉPART

Âge d'équilibre ou « âge pivot » est l'âge de départ à la retraite **À TAUX PLEIN**, à partir de la génération de 1963

PENSIONS

Départ à				
62 ans	63 ans	64 ans	65 ans	66 ans
Âge légal / Âge Pivot				
Décote -10 %	Décote -5 %	Pas de décote	Surcote +5 %	Surcote +10 %

Aujourd'hui, le calcul des pensions comptabilise les 25 meilleures années de la carrière (ou les 6 derniers mois dans la fonction publique). Ce calcul sera désormais effectué sur **TOUTE LA CARRIÈRE, mauvaises années incluses** (chômage, congés parentaux, temps partiel imposé, etc).

PLAFOND DES DÉPENSES

Part du PIB dédiée aux retraites

13,8%

PIB AUJOURD'HUI

SEULEMENT **0,2 points** DE PLUS

Part des dépenses plafonnée à 14% maximum, malgré l'augmentation du nombre de retraités dans les années à venir

14%

PIB DEMAIN

Conséquences

- Disparition des régimes spéciaux et des départs anticipés (sauf pour certaines catégories)
- L'âge pivot sera repoussé en fonction de l'évolution de l'espérance de vie
- Pas d'information sur la prise en compte de la PÉNIBILITÉ
- Travailler plus longtemps pour avoir une pension qui chuterait de plus en plus (jusqu'à 30% selon la CGT)
- Calculer le montant de sa retraite à l'avance sera impossible
- De plus en plus de retraités + Une espérance de vie plus longue + Des recettes qui stagnent = **DES PENSIONS EN BAISSSE**

LA NOUVELLE VIE OUVRIÈRE
LE MAGAZINE DES MILITANTS DE LA CGT
nvo.fr

août 2019

AGRESSION IMPERIALISTE AU VENEZUELA : NO PASARAN!

Depuis le début de l'année 2019, le pouvoir populaire au Venezuela est aux prises avec une nouvelle tentative de coup d'État appuyée par les États-Unis.

Le 23 janvier dernier, l'opposition de droite vénézuélienne tentait un nouveau coup de poker en autoproclamant un des siens, Juan Guaido, président par « intérim » du Venezuela deux semaines après l'investiture de Nicolas Maduro, démocratiquement élu au cours d'élections transparentes, pour un nouveau mandat à la tête du pays.

Immédiatement adoubé par les États-Unis, les gouvernements conservateur d'Amérique latine, l'Union européenne, la France, etc... Juan Guaido représente l'espoir des élites vénézuéliennes et des impérialistes de mettre un terme à l'expérience sociale bolivarienne.

Rappelons par ailleurs que l'opposition vénézuélienne et ses soutiens internationaux ont déjà eu recours par le passé à toutes les méthodes pour renverser le pouvoir populaire : tentative de coup d'État en 2002, création d'un climat de guerre civile larvée (2014-2017), tentatives d'assassinat contre le président Maduro en 2018.

Diabolisation d'un pays souverain, menace d'intervention militaire et embargo

L'auto-proclamation de Juan Guaido a donné un coup de fouet à la campagne médiatique de très grande envergure engagée depuis longtemps contre le Venezuela. Disons-le clairement, un véritable « journalisme de guerre » est mis en œuvre pour diaboliser de près ou de loin le gouvernement vénézuélien.

Cette offensive idéologique s'accompagne d'une campagne d'actes de sabotage dirigés contre les infrastructures vitales du pays et d'une menace d'intervention militaire en violation flagrante de la souveraineté de la République bolivarienne. Les États-Unis ont ainsi menacé à plusieurs reprises d'intervenir directement au sol.

Washington a par ailleurs annoncé pendant l'été la mise en œuvre de nouvelles sanctions allongeant une liste déjà longue dans l'objectif de faire plier Caracas. Donald Trump a également annoncé que toute transaction avec le Venezuela était interdite.

Ainsi, toute entreprise, quelle que soit sa nationalité, sera sanctionnée si elle commerce ou effectue des échanges financiers avec le gouvernement vénézuélien. Près de 37 milliards d'euros d'avoirs vénézuéliens dans les banques internationales ont été saisis par les États-Unis et leurs alliés : c'est un véri-

table blocus, similaire à celui infligé à Cuba depuis des décennies, qui est imposé par les États-Unis au Venezuela dans le but d'affamer sa population,

Les raisons internes de l'échec de l'opposition pro-américaine

Au Venezuela, les partis d'opposition défendent essentiellement les intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale et de la petite bourgeoisie privilégiée. Malgré le coup d'éclat de Juan Guaido, l'opposition s'est révélée incapable, malgré plusieurs tentatives ratées de déstabilisation, de mobiliser largement, d'obtenir le soutien de l'armée et de renverser le gouvernement.

Sur le plan syndical rappelons que la Centrale nationale bolivarienne des travailleurs (affiliée à la FSM) est un acteur majeur de défense des conquêtes de la classe ouvrière vénézuélienne sous le Chavisme et lutte contre toutes perspectives de coup d'État impérialiste qui serait synonyme d'une profonde régression sociale au Venezuela. De l'autre côté, la CTV est un syndicat de droite (affilié à la CSI) financé par le National Endowment for Democracy (fondation américaine de soutien aux régimes, organisations et milices « anti rouge ») qui soutient la perspective d'un coup d'état de la clique Guaido et l'intervention américaine. Déjà en 2002, la CTV avait soutenu la tentative de coup d'état avorté contre Chavez.

Dans sa fuite en avant, l'opposition a en réalité surestimé sa propre force, sous-estimé la solidité de la base sociale autour du président Nicolas Maduro et oublié un acteur essentiel : le peuple. Malgré les initiatives de l'opposition, le gouvernement conserve en effet un ancrage populaire et majoritaire dans le pays, même après la mort d'Hugo Chavez en 2013.

Quels que soient les réserves ou critiques vis-à-vis du mouvement ouvrier vénézuélien et de la République Bolivarienne, il n'y a pas à tergiverser face à l'agressivité impérialiste et les tentatives de coups d'État. Pour empêcher un scénario catastrophe à la Pinochet il est du devoir de la CGT d'apporter une solidarité sans faille au peuple vénézuélien contre le blocus criminel dont la France est complice, comme nous combattons le blocus de Cuba, et de soutenir fraternellement, en paroles comme en actes, le mouvement syndical bolivarien.



LA FSM AUX CÔTÉS DU PEUPLE

Selon la Fédération Syndicale Mondiale, « cette ingérence, orchestrée par le gouvernement américain, l'OTAN et l'UE [...] constitue une violation flagrante des règles les plus élémentaires du droit international et de la souveraineté du Venezuela ».

Face aux « assassins du peuple » et aux manœuvres impérialistes, la FSM a déclaré « soutenir la classe ouvrière vénézuélienne pour l'approfondissement du processus bolivarien jusqu'à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, vers un monde nouveau, sans guerres ni barbarie impérialiste. C'est là la seule voie pour repousser les plans des impérialistes. »

La FSM, qui représente 97 millions de travailleurs sur les cinq continents, et dont le vice-président est Marco Tulio - membre dirigeant de la Centrale nationale bolivarienne des travailleurs - a par ailleurs initiée une campagne de solidarité avec le peuple du Venezuela partout dans le monde.

IMPÉRIALISTES NE TOUCHEZ PAS AU VENEZUELA!



**LES PEUPLES ONT LE DROIT DE DÉCIDER DE
LEUR PROPRE PRÉSENT ET AVENIR!**

VENEZUELA : L'AVANT ET L'APRES CHAVEZ

Les médias occidentaux mentent par omission quand ils parlent du Venezuela, passant sous silence l'histoire et la situation économique et politique qui prévalait avant l'accession au pouvoir d'un bloc socialiste, qui se qualifie lui-même de chaviste ou bolivarien.

Rappelons les faits. Entre 1953 et 1998 une longue période de régime despotique et népotique voit deux partis se partager le pouvoir sous le regard bienveillant des États-Unis. Les inégalités de revenus étaient alors immenses dans ce pays pourtant doté de ressources abondantes.

Dans les années 90, le Venezuela suit à la lettre les « recommandations » du FMI. Résultats : diminution considérable du pouvoir d'achat, plus de la moitié de la population tombe au-dessous du seuil de pauvreté, les produits de première nécessité deviennent inaccessibles.

Avant 1998 et la victoire électorale d'Hugo Chavez, les services de santé n'étaient accessibles qu'aux classes moyenne et supérieure. Aujourd'hui, avec le soutien de Cuba, le nombre de médecins par personne a triplé et un système de santé public, efficace et de qualité, a été construit.

Depuis 1998, la construction de logements publics et l'éradication de l'habitat insalubre, l'alphabétisation, le versement d'allocations aux chômeurs en formation, l'augmentation des salaires des ouvriers sont des pivots notables de la politique sociale du Venezuela.

L'INTERNATIONALISME, VALEUR FONDATRICE ET TOUJOURS VIVANTE DE LA CGT !

**LE HAVRE – MARSEILLE :
LES DOCKERS CGT REFUSENT DE CHARGER
DES ARMES POUR L'ARABIE SAOUDITE**



Le 28 mai dernier, alors que des rumeurs faisaient état d'un chargement imminent d'armes françaises vendues à l'Arabie saoudite, la CGT a rappelé que le mouvement ouvrier était toujours « fidèle à [son] histoire et à [ses] valeurs de paix ».

Dans son communiqué du 28 mai, le syndicat des dockers CGT du port de Marseille-Fos a affirmé que « les ouvriers dockers CGT du golfe de Fos ne chargeront aucune arme, aucune munition pour quelque guerre que ce soit. ». Quelques semaines auparavant, les dockers du Havre avaient également refusé de charger des armes d'origine canadienne à destination de l'Arabie saoudite.

La France est régulièrement mise en cause pour ses ventes d'armement ultra-moderne, la monarchie saoudienne ne dissimulant pas ses crimes de guerre contre les civils au Yémen.

L'invasion et l'occupation de ce pays par les Saoudiens depuis 2015, qualifiée de « sale guerre » selon la formule même des autorités françaises, a provoqué la mort de dizaines de milliers de civils yéménites et entraîné l'une des pires crises humanitaires au monde.

L'internationalisme, valeur essentielle de la CGT

Dans ce contexte, le refus militant exprimé par les dockers CGT de participer aux crimes de guerre au Yémen est un marqueur fort qui fait honneur aux principes internationalistes de la CGT, et plus largement, du mouvement ouvrier français.

La mémoire ouvrière est importante, elle permet de ne pas oublier d'où on vient, et où on va. Les manifestations et grèves contre la guerre coloniale du Rif, contre la guerre en Corée et l'implantation de bases OTAN sur le sol français, le refus ou le sabotage d'armes pour l'Indochine dès 1949, la lutte contre la poursuite de la guerre en Algérie par l'armée française, la défense de la libération de Nelson Mandela et la fin du régime de l'Apartheid en Afrique du Sud, l'opposition à la guerre en Irak constituent en réalité un fil rouge au travers de l'Histoire.

Ainsi, ces exemples frappant combinant solidarité en actes et en paroles ne viennent pas de nulle part mais sont inscrits dans l'ADN de la CGT. « La lutte pour la paix et la lutte pour le pain sont étroitement liées l'un à l'autre », affirmait par exemple la Vie Ouvrière en mars 1950, précisant que sur le terrain des luttes contre les guerres et l'exploitation, les travailleurs français et leurs syndicats sont directement concernés et les actions de masse en France même indispensables.

12 OCTOBRE 1925 : 900 000 TRAVAILLEURS FRANÇAIS DISENT NON À LA GUERRE COLONIALE

La grève du 12 octobre 1925 contre la guerre coloniale du Rif est une date historique. Pour la première fois, le mouvement ouvrier affirme avec force, et sans ambiguïté ses principes anticolonialistes.

Encouragé par l'exemple de la révolution soviétique qui a apporté une réponse nouvelle au problème des nationalités, le Maroc, sous domination coloniale se soulève en 1921. Sous la conduite d'Abd-el-Krim, la région du Rif se proclame indépendante en 1923. Incapables de détruire la rébellion, la France et l'Espagne mobilisent 350 000 hommes en août 1925. Sous les ordres de Philippe Pétain, l'armée va imposer une guerre coloniale totale et sauvage. L'artillerie, l'aviation, le gaz chimique sont utilisés pour anéantir les villages et leurs populations civiles. En métropole, tout a été mis en œuvre depuis des décennies, dès l'école primaire, pour faire pénétrer l'idéologie colonialiste dans tous les esprits. La bourgeoisie française et son Empire s'appuient ainsi sur les préjugés chauvins et racistes pour empêcher le développement de tout mouvement de solidarité. Toutefois, une nouvelle période de l'histoire s'est ouverte après la Première Guerre mondiale et la Révolution d'Octobre : le mouvement ouvrier va rompre avec l'opposition en paroles à la politique colonialiste.

Ainsi, un Comité Central d'Action contre la guerre



coloniale du Rif, est constitué en mai 1925 par le Parti communiste, les Jeunesses Communistes, la CGTU, l'ARAC et organise d'importants meetings à travers la France.

La grève historique du 12 octobre 1925 contre la guerre coloniale du Rif

Proposée par les ouvriers des usines Citroën, une grève nationale de 24 heures, politique, contre la guerre coloniale, est décidée le 10 octobre par le Comité d'action tandis que le gouvernement mobilise la police contre les distributeurs de tracts, poursuit ou saisit les journaux qui soutiennent la campagne et la grève.

Malgré une mobilisation policière considérable, 900 000 travailleurs font grève le 12 octobre contre la guerre et manifestent. Deux ouvriers grévistes sont assassinés, dont André Sabatier, un jeune militant

communiste de la CGTU. Le 17 octobre, 100 000 Parisiens et Parisiennes assistent à ses obsèques.

La répression est sévère contre cette lutte qui, malgré son caractère minoritaire et novateur, a entraîné la plus grande majorité des travailleurs dans certains puits du bassin minier du Nord, et de façon presque générale, sur les chantiers du bâtiment. Des centaines d'ouvriers sont condamnés à des peines variant entre quinze jours et six mois de prison. En novembre 1925, 165 syndicalistes sont encore emprisonnés et 263 poursuivis par des tribunaux.

La campagne du Comité d'action ne mettra pas un terme à la guerre du Rif qui se poursuivra jusqu'à l'écrasement de la rébellion en 1926. Mais, pour la première fois en France, le refus de l'exploitation coloniale aura été traduit en actes concrets. A contre-courant de la société, les grévistes d'octobre 1925 ont marqué de leur empreinte l'histoire sociale et politique française et ouvert la voie à l'internationalisme prolétarien.